



HAL
open science

La géographie critique et radicale.

Yann Calbérac

► **To cite this version:**

Yann Calbérac. La géographie critique et radicale.: Spécificités et genèses d'un champ singulier de la géographie française. Fabrice Argounès. Géographies du politique, Atlande, pp.77-91, 2022, 978-2-35030-738-1. hal-03576377

HAL Id: hal-03576377

<https://hal.science/hal-03576377>

Submitted on 16 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La géographie critique et radicale. Spécificités et genèse d'un champ singulier de la géographie française

Yann Calbérac
Institut universitaire de France
Université de Reims Champagne-Ardenne
CRIMEL
yann.calberac@ens-lyon.org

Depuis sa fondation vidalienne à la fin du XIX^e siècle, la géographie française a toujours fait la part belle à la question politique, entendue au sens large, démentant ainsi l'anathème jadis formulé par Lucien Febvre : « Le sol, non l'État : voilà ce que doit retenir le géographe » (Febvre, 1922, p. 78). La question inscrite au programme de l'agrégation de géographie et ses attendus l'attestent. Ces questionnements, diffus, multiples dans leurs modalités et variés par leurs objets ont connu depuis une quinzaine d'années un renouvellement d'ampleur qui a notamment pris la forme d'un champ qui s'est structuré sous de multiples dénominations. Tantôt désigné comme *géographie radicale* (De Koninck, 1984; Racine, 2003), *géographies critiques* (Calbérac, Morange, 2012; Gintrac, 2020), *géographies critiques et radicales* (Calbérac, 2019) ou encore *géographies engagées* (Gintrac, 2012, 2015), ce champ met en lumière la « manière dont les chercheurs et chercheuses francophones travaillant sur les questions spatiales analysent les rapports sociaux de domination, qu'ils soient de classe, de race, de sexe, autant de rapports sociaux qui ont un fondement matériel » (Clerval, Fleury, Rebotier, Weber, 2015, quatrième de couverture). Derrière ces différentes étiquettes rassemblées ici derrière le terme de *géographies critiques et radicales* se dessine une généalogie complexe de courants, aussi bien étrangers que français, dont ce champ encore en construction entend faire la synthèse tout en renouvelant en profondeur les cadres théoriques, les outils, les approches et les méthodes dont se prévaut la géographie francophone. *Radical* fait ainsi référence à la *radical geography* anglophone, courant qui s'est structuré dès les années 1960 et 1970 autour d'auteurs tels que David Harvey, William Bunge, Richard Peet regroupés au sein de la revue *Antipode* et qui entendent mener une critique marxiste de l'espace (Barnes, Sheppard, 2019). L'*engagement* fait quant à lui référence aux multiples débats en vigueur depuis les années 1970 d'un côté ou l'autre de l'Atlantique sur la neutralité axiologique des chercheur·e·s : en France, le débat a permis l'éclosion de positions tranchées mais qui toutes permettent de justifier l'engagement des géographes dans la cité, qu'il s'agisse de la *géopolitique* d'Yves Lacoste (Lacoste, 1976), de la *géographie active* de Pierre George (George, Guglielmo, Kayser, Lacoste, 1964) ou encore de la *géographie appliquée* de Michel Phlipponneau (Phlipponneau, 1960), à rebours de la tradition française qui fait de l'intellectuel engagé une figure extérieure à l'Université (Ory, Sirinelli, 1986) ; la géographie reste donc plus que jamais une science dont l'utilité et la demande sociales ne cessent d'être questionnées (Calbérac, Delage, 2010). Aux États-Unis, la question se cristallise autour de l'*empowerment* (Bacqué, Biewener, 2013) dans un contexte où l'engagement des universitaires est non seulement accepté mais encore encouragé (Vergnaud, 2012, 2018). Enfin, *critique* fait référence aux différentes approches (féministes, postmodernes, postcoloniales...) issues du tournant culturel (Blidon, 2021; Collignon, Staszak, 2004; Staszak, 2001) qui invitent à déconstruire les savoirs et leur mode de production en mettant désormais la réflexivité et la positionnalité des géographes au cœur du projet scientifique (Volvey, Calbérac, Houssay-Holzschuch, 2012; Calbérac, Volvey, 2014).

Bref, ce champ émergent des géographies critiques et radicales n'a pas à démontrer sa vitalité, sa diversité et la fécondité de ses démarches, qui empruntent à des contextes linguistiques divers mais surtout à des cadres théoriques parfois contradictoires qu'elle applique à des objets neufs et variés. L'objectif de ce chapitre est de cerner la spécificité et la singularité de ce champ dans le

paysage de la géographie francophone, sa (com)position mais surtout ses contenus théoriques et méthodologiques. Il s'agira tout d'abord de documenter l'émergence et la structuration récentes de ce champ (1) qui repose sur un intérêt renouvelé pour le débat critique dans les sciences sociales et en géographie (2) avant d'en cerner les contenus théoriques et méthodologiques (3). Il s'agira donc de mettre en lumière et d'articuler les deux processus intriqués qui ont permis sa genèse : d'une part la réception en France (notamment, mais pas seulement, grâce à de multiples entreprises de traduction) d'écoles de pensées anglophones porteuses de nouvelles approches, méthodes, objets et outils ; d'autre part, l'hybridation de ces géographies venues d'ailleurs avec un héritage francophone solide que ces apports exogènes viennent enrichir et revivifier. Ces deux processus surviennent – depuis les années 1990 – dans un contexte intellectuel favorable à un renouvellement en profondeur du débat critique au sein des sciences sociales et dont a tiré profit la géographie française pour se renouveler, et s'ouvrir à de nouvelles méthodes et de nouveaux questionnements.

1. Un moment radical dans la géographie française des années 2000

Cécile Gintrac – qui est à la fois une observatrice et l'une des têtes de file de ce courant émergent (Gintrac, 2015, 2020) – date du tout début des années 2010 l'acmé de l'intérêt pour la géographie critique et radicale en France (Gintrac, 2017) : c'est à ce moment que ce courant acquiert visibilité et autonomie, ce qui ne doit toutefois pas occulter le travail qui a été fait avant (et qui a rendu possible cette visibilité maximale) et ce qui est fait depuis. Il s'agit, à partir de la surface émergée de l'iceberg, de comprendre les dynamiques qui permettent la mise en évidence d'un courant nouveau dans la géographie francophone. Il faut donc documenter la construction contemporaine de ce champ en questionnant aussi bien l'activité éditoriale récente (1.1) que les activités scientifiques contemporaines (1.2) qui participent de cette éclosion (qu'elles donnent de l'écho à ce qui se fait outre-Atlantique ou qu'elles concourent à construire un courant qui trouve sa place dans la géographie française) et enfin les acteurs (individuels et collectifs) (1.3) à l'origine de cette effervescence.

1.1 Un engouement éditorial

Mathieu Giroud et Serge Weber expliquent que l'intérêt pour la géographie radicale tient avant tout à une intense activité de traduction des auteurs issus de la *radical geography* anglophone et principalement de son chef de file, David Harvey (Weber, 2012; Gintrac, Giroud, 2014), tout au long des années 2000, avec deux périodes distinctes toutefois : le début de la décennie d'une part, et d'autre part la charnière des années 2010 qui correspond à l'acmé décrit par Cécile Gintrac.

C'est au début des années 2000 que commence en effet la traduction de textes fondateurs de la géographie radicale anglophone. Dans le cadre de l'anthologie *Géographies anglo-saxonnes, tendances contemporaines* coordonné par Jean-François Staszak (Staszak, 2001) une section de l'ouvrage introduite par Béatrice Collignon (Collignon, 2001) propose une mise au point historique et théorique sur ce champ suivie des traductions inédites de deux articles, l'un d'Andy Merrifield (« Le 'savoir situé' et l'exploration : retour sur les 'Expéditions géographiques' de W. Bunge¹ »), l'autre de David Harvey (« La justice sociale, la postmodernité et la ville² »). La traduction d'un article de Richard Peet (« La production culturelle de formes économiques³ »), radical lui aussi, figure également dans ce florilège, au sein de la section consacrée à la géographie économique. La publication de cette anthologie, novatrice dans son principe pour la géographie française, constitue

¹ (Merrifield, 1995).

² (Harvey, 1992).

³ (Peet, 1997).

en soi un double événement. Il s'agit tout d'abord d'une entreprise d'ampleur qui révèle un intérêt récent en France pour ces courants jusqu'alors peu connus de la géographie anglophone, et qui commencent à se diffuser sous de multiples étiquettes : cette géographie est tantôt *postmoderne* (Collignon, Staszak, 2004), tantôt *culturelle* (Claval, Staszak, 2008). En dépit des critiques que l'on peut faire du terme *anglo-saxon*⁴, ce terme permet de désigner commodément des courants de pensée très divers dans leurs attendus théoriques et épistémologiques, mais dont le point commun est d'avoir pris corps dans la même communauté linguistique. Bien plus, cette anthologie traduit aussi un intérêt pour les textes eux-mêmes et non pour des synthèses. Le *reader anglophone* (souvent pensé comme une anthologie de textes canoniques d'une discipline ou d'un champ) s'invite en France au détriment du manuel de synthèse (Lehman-Frisch, 2013). Le but est de faire connaître la pensée et le style des auteur·e·s qui animent ces débats aussi bien que leurs idées et les cadres théoriques produits. Ces textes n'étaient auparavant pas traduits en français et, si les géographes français·e·s lisent l'anglais, les bibliothèques universitaires sont encore pauvres en ouvrages et revues étrangères, et Internet – qui permet la circulation des revues et des articles – n'est pas encore généralisé. Cette anthologie permet donc de faire connaître au public francophone des textes majeurs, parfois un peu anciens, et fondateurs auxquels il n'avait auparavant pas accès⁵.

La publication de cet ouvrage ne doit pas faire toutefois oublier que la *radical geography* est déjà présente dans la géographie francophone, bien avant la publication de cette anthologie. Le manuel *Les concepts de la géographie humaine* dirigé par Antoine Bailly, présente, dès sa première édition en 1984 (Bailly, 1984), une notice dédiée à la *géographie critique* sous la plume de Rodolphe de Koninck (De Koninck, 1984). Et en 2003, le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (Lévy, Lussault, 2003) propose dès sa première édition une notice consacrée à la *radical geography* (c'est l'expression anglophone qui est retenue) écrite par Jean-Bernard Racine (Racine, 2003). Ces deux notices sont écrites en français et pour un public francophone par des géographes étrangers, le premier est québécois, le second suisse : ils viennent de communautés intellectuelles qui sont beaucoup plus ouvertes aux géographies anglophones, ce qui s'explique par le bilinguisme en vigueur au Canada, ou par l'ouverture internationale de la Suisse qui accueille des universitaires du monde entier. Le contenu des notices est riche d'enseignements. Dans les deux cas, il s'agit de désigner un même courant (même si la terminologie varie, de *radicale* à *critique*) d'origine étrangère. Rodolphe de Koninck parle ainsi de *géographie critique* même s'il explique qu'il s'agit en fait d'une géographie marquée par le marxisme ; et Jean-Bernard Racine évoque le courant tel qu'il est organisé dans le monde anglophone (et c'est révélateur : le titre de la notice est en anglais, ce qui ne change pas dans la réédition de 2013, même si l'article est enrichi). Jusqu'au début des années 2000, la géographie radicale (ou critique, même si la terminologie n'est pas clairement explicitée) désigne un courant propre à la géographie anglophone caractérisé par des approches marxistes et centré sur l'analyse des inégalités socio-spatiales. Elle est le fait de fait de géographes marxistes dûment identifiés, parmi lesquels on distingue deux têtes de file – David Harvey et Richard Peet – et un support de diffusion privilégié, la revue *Antipode* (Barnes, Sheppard, 2019).

Ce mouvement de traduction prend de l'ampleur à la charnière des années 2010. C'est le moment où l'on commence vraiment à publier en français non seulement des articles mais aussi des ouvrages issus de la *radical geography* mais d'un auteur en particulier, David Harvey (né en 1935).

⁴ Sur la différence entre les termes *anglophone* et *anglo-saxon*, et sur la nécessité de préférer le premier au second, je renvoie à l'article pionnier de François Durand-Dastès (Durand-Dastès, 2007) ainsi qu'aux récents travaux de Claire Hancock, Myriam Houssay-Holzschuch et Alex Mahoudeau (Hancock, Houssay-Holzschuch, Mahoudeau, 2019).

⁵ Dans l'entretien qu'il accorde à la revue *Carnets de géographes* dans le cadre du numéro « Géographie critiques et radicales » (2012), Bernard Bret, l'un des promoteurs en France de la justice spatiale, explique qu'il a justement découvert l'œuvre de David Harvey à la faveur de cette anthologie (Calbérac, Bret, 2012).

La revue d'études marxistes *Actuel Marx* publie ainsi trois traductions (Harvey, 2007a, 2007b, 2007c), de même que la *Revue internationale des Livres et des Idées*. Des ouvrages de David Harvey paraissent régulièrement, qu'il s'agisse de recueil d'articles traduits – comme *Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique*⁶ (Harvey, 2014a) ou *Géographie de la domination* (Harvey, 2014b) – ou de la traduction d'ouvrages complets, comme *Le nouvel impérialisme* (Harvey, 2010), *Paris, capitale de la modernité* (Harvey, 2012a), *Pour lire le Capital* (Harvey, 2012b), *Brève histoire du néolibéralisme* (Harvey, 2014c), *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine* (Harvey, 2015), et enfin, plus récemment, *Les limites du capital* (Harvey, 2020). Le rythme des traductions s'intensifie, au point que David Harvey (malgré son âge) est devenu un auteur important dans le paysage intellectuel français (Mangeot, Dupart, Gintrac, Vieillescazes, 2012). Les ouvrages traduits sont plutôt des ouvrages récents : on privilégie ses travaux des années 2000 et 2010, au détriment des textes des années 1980 et 1990. Ainsi *The condition of Postmodernity* (Harvey, 1990) n'est-il toujours pas traduit en français ; peut-être parce que le débat sur la postmodernité a été moins vif dans le champ francophone que dans la communauté anglophone. En effet, pour comprendre cet engouement pour la géographie radicale en général et de David Harvey en particulier, il faut avoir en tête le contexte français, c'est-à-dire le contexte de réception, plus que le contexte de création qui, lui, importe peu ici. Ces traductions s'inscrivent aujourd'hui dans le contexte de l'effervescence contemporain des pensées de gauche (Keucheyan, 2010). En dépit d'une droitisation généralisée du débat politique caractérisée par un essor sans précédent du néolibéralisme dans les démocraties occidentales (Cusset, Meyran, 2016), les idées critiques s'affirment, et David Harvey devient une figure importante du débat intellectuel en France, si bien qu'il est sans doute davantage connu aujourd'hui en France, qu'en 1995, date à laquelle l'Union Géographique Internationale lui décerne, lors du Festival International de Géographie de Saint-Dié-des-Vosges, son prestigieux prix Vautrin-Lud, désigné comme l'équivalent du prix Nobel pour la géographie.

1.2 Un agenda scientifique

Ces traductions auraient peu de retentissement dans la communauté française si elles n'étaient relayées par un travail scientifique soutenu mené dans des universités et des laboratoires qui s'ouvrent ainsi explicitement à ces nouvelles approches. Plusieurs d'entre elles permettent de comprendre l'intérêt pour ces démarches innovantes et leur réception en France, en contextualisant plus avant ce surgissement, qu'il s'agisse de numéros de revue, de journées d'étude, mais aussi de colloques dont la publication des actes permet de structurer ce courant dans la géographie française. Ainsi, c'est en 2012 que paraît le premier numéro thématique consacré par une revue francophone à ce courant : la revue *Les carnets de géographes*, fondée deux ans plus tôt et animée par de jeunes géographes, publie un numéro consacré aux « Géographies critiques » (Calbérac, Morange, 2012). Les articles écrits par de jeunes chercheur·e·s et rassemblés cherchent non seulement à interroger la réception en France de ces nouvelles approches, mais aussi à définir ce que pourraient être des « géographies critiques 'à la française' ».

Mais c'est du côté des manifestations scientifiques qui commencent à être régulièrement organisées qu'il faut mesurer l'audience et le rayonnement de ces approches nouvelles, alors même que les traductions se multiplient et donnent une assise théorique à ces réflexions émergentes : les journées d'étude et colloques visent en effet non seulement à approfondir le travail d'élaboration, mais surtout à dessiner des collectifs et à leur donner de la visibilité. C'est le cas de la journée d'étude « Épistémologie des savoirs géographiques » qui s'est tenue à l'Université Lumière Lyon 2

⁶ Cet ouvrage – qui pourrait laisser croire qu'il s'agit d'un ouvrage traduit dans son intégralité – est en réalité une anthologie d'articles rassemblés sous un titre – *Géographie et capital* – qui rappelle une œuvre de David Harvey (*Spaces of capital*, 2001) et un sous-titre – *Vers un matérialisme historico-géographique* – qui, lui, semble typiquement français dans sa formulation.

le 24 mai 2012 qui a pour but d'interroger deux traditions historiques distinctes qui se retrouvent aujourd'hui articulées : l'héritage d'Élisée Reclus, géographe anarchiste de la deuxième moitié du XIX^e siècle, à l'œuvre immense et resté toute sa vie en marge de l'Université, et celui de la *radical geography*. Une citation de Rodolphe de Koninck tirée de son article déjà cité en exergue du programme⁷ montre l'intérêt d'articuler ces deux traditions :

« Parmi les enseignements à retenir de Reclus, il y a cette capacité permanente à critiquer le marxisme et à garder ses distances à son égard. Car, si le marxisme peut fournir à la géographie de solides outils critiques, ceux-ci doivent également servir à la critique du marxisme, c'est-à-dire la remise en cause de ses tendances structurantes et totalisantes. (...) Une véritable géographie critique à caractère émancipatoire doit être auto-critique, capable de revenir sur elle-même (...) de reprendre les analyses déjà proposées, d'en voir les 'progrès et regrets', bref de pratiquer la dialectique sans nécessairement s'en réclamer, là aussi à l'exemple d'Élisée Reclus. »

L'horizon de la réflexion est donc le marxisme, dont se réclame explicitement les tenants de la géographie radicale anglophone, si bien que *radical* ici est un synonyme de *marxiste*⁸. Toutefois, cette entrée par le marxisme, si elle est importante, n'est pas limitative.

Des colloques internationaux d'envergure visent à ouvrir des chantiers de recherche innovants, directement inspirés de cette géographie radicale, mais qui ne se limiteront pas uniquement à des approches marxistes. Le premier est le colloque « Justice et injustice spatiales » qui s'est tenu à Nanterre du 12 au 14 mars 2008⁹ et dont l'ambition est de construire la justice spatiale en objet, dans la lignée bien sûr de la géographie radicale, mais aussi des travaux des géographes français Alain Reynaud et Bernard Bret (Reynaud, 1981; Bret, 2016) tout en rappelant l'héritage fondateur d'Henri Lefebvre et de son « droit à la ville » (Lefebvre, 1968) qui a inspiré les géographes anglophones. Ce colloque a donné lieu à la publication d'actes (Bret, Gervais-Lambony, Hancock, Landy, 2010), mais aussi à un numéro thématique des *Annales de géographie* (Gervais-Lambony, 2009), et a permis la création de la revue *JSSJ*¹⁰ au printemps 2009. Le second colloque, intitulé « Espace et rapports sociaux de domination : chantiers de recherche¹¹ », s'est tenu à l'Université de Marne-la-Vallée en septembre 2012 (Clerval et al., 2015) : il s'inscrit dans la constitution du champ des géographies critiques françaises fondée sur la lecture des auteurs de la *radical geography*. Il fonctionne d'ailleurs comme un dispositif opérant la confrontation entre des chercheurs de la géographie radicale américaine (Neil Smith, Don Mitchell, Salvatore Engel-Di Mauro, Pierpaolo Mudu) et des géographes français·es menant des recherches sur des terrains variés et pour lesquels les outils et les approches de la géographie radicale sont opératoires. Ce colloque, qui mobilise les approches marxistes pour étudier les rapports de domination et renouvelle ainsi les approches marxistes alors rares en France, constitue vraiment l'acte de naissance de la géographie critique et radicale en France : il permet de structurer et de rendre visible de ce courant, mais surtout de lui donner un contenu original qui puise son contenu aussi bien dans la tradition anglophone que dans l'héritage de la géographie sociale francophone. Le dernier colloque est plus récent : il s'est déroulé à Caen à l'automne 2018¹², sous l'égide du laboratoire ESO. Si l'objectif complète ceux des colloques précédents (instaurer un espace de dialogue entre des traditions inter/intra-disciplinaire et internationales autour des géographies critiques) sa géographie change : en gagnant l'Ouest, cette réflexion est désormais également prise en charge par un laboratoire qui est historiquement liée à la tradition de la géographie sociale, depuis que des géographes exerçant dans des universités de l'Ouest de la France (Nantes, Caen et la vallée de la Loire) ont formalisé les fondements d'une

⁷ Le programme est disponible en ligne sur le site Calenda : <https://calenda.org/208599>

⁸ Ce positionnement est revendiqué. D'ailleurs, David Harvey se définit avant tout comme un exégète de Marx et du *Capital* (Harvey, 2012b).

⁹ Le programme est disponible en ligne sur le site Calenda : <https://calenda.org/194494>

¹⁰ *JSSJ, Justice spatiale / spatial justice* : <https://www.jssj.org/>

¹¹ Le programme est disponible en ligne sur le site Calenda : <https://calenda.org/209020>

¹² Le programme est disponible en ligne sur le site Calenda : <https://calenda.org/504297>

branche de la géographie (Frémont, Chevalier, Héryn, Renard, 1984). L'organisation de ce colloque témoigne donc de la greffe réussie entre un courant anciennement établi et des apports extérieurs qui visent à renouveler les approches théoriques et méthodologiques pour continuer à analyser les formes de domination qui s'exercent dans et par l'espace.

1.3 Une communauté prend forme

Ces différentes manifestations rassemblent et dessinent une communauté par laquelle se structure ce champ. Toutefois, cette apparente homogénéité ne doit pas occulter les deux canaux différents par lesquels la géographie radicale s'est installée dans le paysage francophone : les cercles marxistes d'une part, et d'autre part les géographes. C'est en effet au sein de ces cercles marxistes – comme la revue *Actuel Marx* ou la maison d'édition *Les prairies ordinaires* – que les premières traductions sont publiées. On peut souligner le rôle joué par Nicolas Vieillecazes, à la fois éditeur, fondateur des *Prairies ordinaires* et traducteur. Mais ce sont les géographes qui se sont réellement emparés de ce corpus théorique. Deux générations se distinguent. Celle, pionnière, des géographes né·e·s dans les années 1960 (Béatrice Collignon, Frédéric Dufaux, Philippe Gervais-Lambony, Jean-François Staszak...), précocement tourné·e·s vers les géographies étrangères qui participe, dès les années 1990 à l'ouverture internationale de la géographie par la bibliographie mobilisée. Et celle des géographes né·e·s à la charnière de la fin des années 1970 et du début des années 1980 (Anne Clerval, Martine Drozd, Cécile Gintrac, Mathieu Giroud, Serge Weber...): elle a bénéficié des rénovations intellectuelles de la géographie impulsées dès la fin des années 1990, comme le renouvellement en profondeur de la géographie¹³, l'*aggiornamento* des concours de recrutement de l'enseignement¹⁴, la possibilité renforcée de faire une partie de ses études à l'étranger¹⁵, mais surtout un accès facilité aux textes étrangers grâce à Internet...

Cette communauté a aussi une géographie qui lui est propre : l'essor de la géographie radicale en France se fait dans des universités récentes, et en marge d'un centre que l'on pourrait rattacher à des approches plus traditionnelles. Ainsi, les universités de Nanterre (marquée par l'héritage de 1968 mais surtout par celui d'Henri Lefebvre qui y a enseigné durant toute sa carrière) et de Marne-la-Vallée. La première devient autonome après avoir été une annexe de la Sorbonne fondée au début des années 1960 ; la deuxième a été fondée dans les années 1990, non seulement en lien avec la politique des villes nouvelles, mais aussi à la faveur du dernier plan de construction d'universités (Universités 2000). Dans les deux cas, ces universités par leur histoire et leur environnement sont des observatoires propices pour observer les inégalités à l'œuvre : cela constitue des terrains privilégiés pour des enseignant·e·s-chercheur·e·s qui cherchent justement à s'engager (Verгдаud, 2018). Les universités de l'Ouest de la France sont aussi marquées par un héritage, celui de la géographie sociale (Frémont et al., 1984) : les réflexions sur les formes de domination et d'inégalités socio-spatiales y trouvent un accueil favorable. Cette communauté investit aujourd'hui d'autres espaces, ce qui atteste de son rayonnement : en 2020 a été fondée au sein du Comité National Français de Géographie la commission « Géographie critique¹⁶ », aujourd'hui animée par trois géographes d'universités franciliennes : Sophie Blanchard (Créteil), Muriel Froment-Meurice (Nanterre) et Mari Oiry-Varacca (Marne-la-Vallée). Ses objectifs consistent à fédérer les approches critiques au sein de la discipline, en opérant une mise en lien des laboratoires et des réseaux, afin d'assurer une meilleure visibilité à l'échelle internationale des recherches menées en France. Un lien avec l'enseignement universitaire est affirmé, au moyen de la promotion de pédagogies

¹³ Le « tournant géographique » est passé par là (Lévy, 1999) !

¹⁴ L'agrégation de géographie a été profondément remaniée lors de la session 2002 sous la houlette de son président, Rémy Knafou.

¹⁵ Le programme européen ERASMUS fondé en 1987 prend de l'ampleur tout au long des années 1990 (Krichewski, Milhaud, Scot, Pettinaroli, 2007).

¹⁶ On se reportera à la page web de cette commission : <https://www.cnfg.fr/commissions/geographie-critique/>

émancipatrices. Cette commission s'appuie sur deux revues déjà identifiées pour leur positionnement critique : *JS/SJ* et *Les carnets de géographes*.

Quelles que soient ses dénominations, la géographie critique et radicale s'est finalement installée assez vite dans le paysage universitaire, ce qui s'explique en grande partie par les évolutions profondes qu'a connues le débat intellectuel : la radicalisation de la géographie française n'est que la face émergée d'un iceberg qui s'enfonce dans les eaux des nouvelles pensées critiques qui s'élaborent depuis les années 1990.

2. Quand la géographie française se radicalise et s'ouvre à la critique

Deux séries d'évolutions intriquées expliquent l'essor contemporain des géographies critiques et radicales. D'une part l'évolution du débat intellectuel en France caractérisé par un essor des pensées critiques contemporaines alors même que la *doxa* néolibérale s'impose et produit une nouvelle forme de gouvernementalité depuis les années 1990 ; d'autre part les mutations subséquentes de la géographie française dont les conditions de production ont été largement transformées tout au long des années 1990 et 2000, notamment grâce à ses renouvellements théoriques (Lévy, Lussault, 2000) et à l'ouverture aux géographies anglophones (Staszak, 2001; Houssay-Holzschuch, Milhaud, 2008).

2.1 Un moment critique dans le débat intellectuel français

Le sociologue Razmig Keucheyan décrit avec précision la vitalité et la diversité des pensées critiques dans le débat intellectuel occidental¹⁷ et français (Keucheyan, 2010), et notamment le renouvellement des formes d'intervention après l'âge d'or de la pensée française des années 1960 et 1970 qui coïncide avec l'apogée du mouvement structuraliste (Dosse, 1991, 1992). La critique du pouvoir et de ses modalités était alors au centre des préoccupations, qu'il s'agisse de la relecture critique de Marx par Althusser (Althusser, Balibar, Establet, 1965), de la critique des dispositifs de pouvoir (Foucault, 1975), de la lutte contre les totalitarismes (Castoriadis), ou encore de la critique de l'idéologie (Barthes, 1957). Ce foisonnement fait toujours figure d'un âge d'or au cours duquel les pensées théoriques françaises dominent le monde, si bien que ces auteurs sont souvent rassemblés au sein d'un corpus aux contours flous désigné sous le terme de *French Theory* (Cusset, 2003). Il est donc paradoxal de constater l'assourdissant silence des intellectuels français tout au long de la décennie 1980 (Cusset, 2006), alors même que la pensée néo-libérale s'impose partout en Occident (coup d'État de Pinochet au Chili en 1973, désignation de Margaret Thatcher comme Premier ministre britannique en 1979, élection de Ronald Reagan à la Présidence des États-Unis en 1980), ce que la chute du Mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'URSS en 1991 vont accélérer. François Cusset avance deux hypothèses. La première est la disparition, assez soudaine, au début des années 1980 des chefs de file de la pensée française : Roland Barthes meurt en 1980 d'un accident de la circulation, la même année Louis Althusser est interné après avoir tué sa femme Hélène Rytman, Michel Foucault meurt brutalement du Sida en 1984... La pensée française, devenue orpheline, se retrouve soudain muette, privée de ses porte-parole historiques. La deuxième relève du mouvement de l'histoire : à rebours des autres démocraties occidentales qui sont dirigées par des partis conservateurs, la France connaît pour la première fois depuis l'instauration de la V^e République en 1958 une alternance politique : le socialiste François Mitterrand est élu Président de la République en mai 1981 grâce à une coalition des différents partis de gauche dont le Parti Communiste et restera en fonction (malgré deux épisodes de co-habitation) jusqu'en mai 1995. Les intellectuels (alors plutôt ancrés à gauche) auront beaucoup de mal à critiquer

¹⁷ Une des tendances contemporaines du débat consiste également à le désoccidentaliser et donc à provincialiser l'Europe qui n'est plus guère le centre du monde intellectuel (Brisson, 2018; Chakrabarty, 2020).

ouvertement ce président et sa politique, en dépit du tournant de la rigueur (en réalité un tournant libéral) de 1983. Les intellectuels français se mettront donc en sommeil. Pour autant, les années 1980 sont des intenses activités de réflexion et de maturation du débat intellectuel, même s'il est souvent caché. C'est un véritable laboratoire de la pensée contemporaine qui portera ses fruits, dès les années 1990, quand le débat sera redevenu plus favorable aux pensées critiques.

Les années 1990 marquent en effet une rupture majeure qui sert de déclencheur à une effervescence intellectuelle alors jamais vue. La chute du mur de Berlin en 1989 puis la chute de l'URSS en 1991 marquent la fin de la Guerre froide et instaurent un nouvel ordre mondial qui permet de repenser les relations Nord / Sud (Brunel, 2004) alors même que la dérégulation économique s'étend à l'échelle mondiale. Les sommets de l'OMC se multiplient et sont le théâtre des premières manifestations à l'échelle mondiale, posant ainsi les jalons du mouvement altermondialiste (Plihon, 2008). Alors même que l'État (c'est-à-dire la puissance politique) se dilue dans le mouvement d'abolition des frontières porté par des institutions néo-libérales (c'est-à-dire les puissances économiques et financières) et mis en œuvre par de grands projets de coopération (comme la construction européenne, la fondation de l'ALENA ou du MERCOSUR...) ou des accords commerciaux (comme la création en 1994 de l'Organisation Mondiale du Commerce, au terme du dernier round de négociation du GATT), les pensées critiques font de l'État le cœur de leurs propositions. Bien plus, la chute de l'URSS et du marxisme qui lui servait de soutien permet un renouvellement des approches marxistes, désormais déliées de toute puissance politique et surtout d'un exemple pas forcément exemplaire. Alors qu'il y a finalement eu peu de débats sur le marxisme en France (à cause du monopole qu'a exercé le Parti Communiste Français), celui-ci est soumis à un nouvel examen. C'est dans ce contexte que l'on commence à s'intéresser au projet de David Harvey qui propose une lecture spatiale du *Capital* (Harvey, 2012b) : son antériorité fait de lui un penseur reconnu du marxisme.

On observe dès lors en France et dans le monde francophone une très grande diversité des pensées critiques (c'est-à-dire des pensées qui ont explicitement pour ambition de remettre en cause l'ordre établi) parmi lesquelles se développent des pensées qui entendent renouer avec le marxisme. Toutefois, si l'on suit la cartographie dressée par Razmig Keucheyan, deux constats apparaissent. D'une part, parmi tous ces courants critiques, le marxisme est finalement très peu représenté : seul David Harvey est identifié. D'autre part, la géographie n'est pas représentée sur cette carte, comme si elle n'était pas capable de prendre en charge une dimension critique. Dans les deux cas, la seule exception est David Harvey, mais qui apparaît ici davantage comme un penseur du marxisme qu'un géographe. Il s'agit donc de comprendre pourquoi la géographie est finalement peu visible sur la scène critique contemporaine, et surtout comment la géographie a fini par s'ouvrir aux approches critiques et marxistes.

2.2 D'une géographie à une autre

Cette invisibilisation de la géographie n'est pas surprenante, surtout sous la plume d'un spécialiste d'une autre discipline des sciences sociales : la capacité de la géographie à prendre en charge une réflexion sur le pouvoir et ses modalités est aussi ancienne que la géographie. En effet, quand Vidal de La Blache fonde la géographie universitaire à la fin du XIX^e siècle, il emprunte aux sciences naturelles leur cadre épistémologique pour étudier l'homme. Le *genre de vie*, le concept central de sa géographie, est un emprunt à l'écologie (Buttimer, 1971). Alors même que Vidal de La Blache est très impliqué dans les débats politiques de son temps et qu'il est parvenu à faire reconnaître la géographie comme une science alliée du pouvoir (Vidal de La Blache, 1918, 1922; Lacoste, 1979), la géographie qu'il fonde mobilise une grille naturaliste pour étudier un objet social. Si ce choix paradoxal peut s'expliquer par une stratégie qui vise à assigner à l'université une place pour la géographie dans un contexte de rivalités et de controverses avec l'histoire et surtout la sociologie (Calbérac, 2007), il aboutit surtout à laisser penser que la géographie délaisse la question politique,

ce que l'intérêt croissant pour la géographie physique et principalement la géomorphologie jusqu'aux années 1960 laisse justement croire. Vue de l'extérieur, la géographie est en marge des sciences sociales. Il faut attendre les intenses débats des années 1960 et 1970 pour que la géographie se positionne dans le concert des sciences sociales, tout en continuant à rester à l'écart des grands programmes interdisciplinaires qui voient alors le jour, comme le structuralisme. Ces représentations tenaces effacent donc les travaux – et ils sont pourtant nombreux, que l'on songe par exemple à Albert Demangeon (Demangeon, 1923), Jacques Ancel (Ancel, 1938), ou plus près de nous Yves Lacoste (Lacoste, 1976), Pierre Georges Bernard Kayser (George et al., 1964) – qui ont fait du politique un objet de la géographie. Dès lors, l'image de la géographie aux yeux des autres disciplines reste cantonnée à la description régionale du milieu physique. C'est le cœur de la rénovation que connaît la discipline dans les années 1970, puis dans les années 1990 (par exemple Lévy, 1994). C'est donc ce tropisme ancien de la géographie, quoiqu'occulté, qui est réactivé depuis la fin des années 1990, dans un contexte disciplinaire renouvelé.

Plusieurs facteurs expliquent en effet cet intérêt croissant pour les approches critiques et radicales au sein de la communauté géographique francophone, à commencer par un *aggiornamento* en profondeur que connaît la discipline tout au long des années 1990 et 2000. Dès les années 1990, la géographie connaît en effet un renouvellement théorique d'importance après l'effervescence des années 1960 et 1970 et la relative stagnation des années 1980. La géographie française s'ouvre, et doublement. À l'interdisciplinarité d'une part : la géographie est désormais ancrée dans le concert des sciences sociales ; c'est même le projet du *tournant actoriel* (Lussault, 2000) qui prend son essor au sein de la géographie au point de devenir un courant incontournable dans les années 2000, notamment grâce au succès éditorial du *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* dirigé par Jacques Lévy et Michel Lussault (accompagné de près d'une centaine d'auteur·e·s) (Lévy, Lussault, 2003) ainsi que par les positions institutionnelles que ces géographes occupent (notamment au jury du concours de l'agrégation). Le *tournant spatial* – inspiré par Edward Soja (Soja, 1989, 2009) – va même jusqu'à placer l'espace (et donc, pourquoi pas, la géographie ?) au cœur du dispositif des sciences sociales (Jacob, 2014; Besse, Clerc, Robic, Feuerhahn, Orain, 2017; Volvey, Stock, Calbérac, 2021). Dès lors, la géographie française est de plus en plus ouverte aux débats qui traversent les sciences sociales et la géographie participe désormais pleinement de leurs projets critiques. Et aux géographies étrangères (et donc principalement anglophones en raison de la configuration de l'espace académique contemporain marqué par le poids des États-Unis) d'autre part. Trois facteurs peuvent être mis en avant pour expliquer cet intérêt pour les débats extérieurs nos frontières. Tout d'abord, les géographes français sont mieux formés à l'anglais, et les séjours d'étude ou de recherche à l'étranger se sont généralisés : ainsi formés, les géographes français ont un meilleur accès aux manières de penser propres aux géographies anglophones, selon une dialectique à sans cesse questionner (Chivallon, Ragouet, Samers, 1999). Bien plus, c'est à cette période que les traductions permettent de rendre les grands textes accessibles. C'est le cœur du projet mené par Jean-François Staszak déjà évoqué et qui constitue un événement sans précédent dans la communauté (Staszak, 2001) : il ne s'agit pas tant de traduire, que de mettre à disposition et surtout en contexte des textes fondateurs qui sont révélateurs de courants de pensées et d'approches spécifiques qui nécessitent donc un travail de médiation. C'est par de tels efforts que la géographie postmoderne a ainsi fait son apparition dans le débat francophone (Collignon, Staszak, 2004; Claval, Staszak, 2008). Il faut toutefois relativiser ce succès qui n'est pas révélateur d'une évolution majeure de la géographie française : seule une partie de la production française s'arrime du côté de la production anglophone et des avancées critiques qu'elle promeut et tisse avec elle des échanges féconds. À l'échelle mondiale, l'essentiel de la géographie française reste périphérique et provinciale (Houssay-Holzschuch, Milhaud, 2008). Enfin, l'essor d'Internet et la généralisation de l'édition électronique a favorisé la diffusion et la réception des revues, des articles et des ouvrages, alors même que les bibliothèques universitaires (même bien dotées) ne permettaient pas de suivre la profusion des publications. Les approches critiques ont donc pu se

diffuser dans la géographie française car leurs vecteurs sont désormais accessibles depuis la France.

Le contexte est donc favorable pour que soient reçues et assimilées dans la géographie française à la fois la *radical geography* et plus largement toutes les approches critiques. Ce contexte propre à la France explique en grande partie les contours assez flous de ce que nous appelons géographie critique et radicale. Historiquement, aux États-Unis, la géographie radicale est première (Barnes, Sheppard, 2019) : elle se développe dès les années 1960 et s'inscrit dans l'horizon du marxisme. Les approches critiques quant à elles se développent dans le sillage des épistémologies féministes : en remettant en cause la prétendue objectivité des savoirs scientifiques (Volvey et al., 2012; Blidon, 2021), elles ouvrent la voie au tournant culturel. Ce dernier procède par rejet de toutes formes de grands récits, à commencer par toutes les idéologies, au premier rang desquelles se trouve le marxisme. La géographie culturelle (que l'on désigne aussi comme géographie critique ou postmoderne) se construit donc en partie contre la géographie radicale de dix ou vingt ans son aînée. Toutefois, du fait du contexte déjà élucidé, ces deux courants – pourtant antagonistes – sont reçus en France en même temps, et sont souvent associés, alors même que leurs approches sont opposées (la géographie radicale se réclame de la modernité alors que la géographie culturelle se revendique de la postmodernité). Cela explique la singularité et la spécificité de ce champ francophone – la géographie critique et radicale – qui associe deux courants opposés voire antagonistes. Cela n'empêche bien sûr pas la légitimation de ce champ au sein de l'institution universitaire, mais cela interroge sur le contenu, les théories et les méthodes mises en œuvre au sein de ce champ propre à la géographie française.

3. Les géographies critiques et radicales « à la française¹⁸ »

Alors même que ce courant est caractérisé par une généalogie complexe (et parfois contradictoire), est-il possible de dégager une quelconque unité qui permettrait de caractériser les contours théoriques, conceptuels et méthodologiques de ce champ ? Cela équivaut à interroger l'éventuelle spécificité française d'un courant qui mêle des références d'origines diverses, et à se demander si ces apports extérieurs relèvent plutôt d'une greffe (le corps étranger se développe dans son nouvel environnement en gardant ses caractéristiques propres) ou d'un hybride (le nouvel élément se recompose avec ce qui lui pré-existe). Répondre à ces questions implique de caractériser plus avant ce champ des géographies critiques et radicales désormais installé au sein de la géographie francophone. Il ne s'agit donc plus d'étudier la réception des travaux étrangers, mais bien d'étudier comment ils ont été assimilés, comment ils sont utilisés et surtout ce qu'ils produisent. Pour ce faire, il faut se pencher sur les textes programmatiques (articles de dictionnaire), théoriques (introduction de numéros de revues, introduction d'actes de colloques), méthodologiques ou d'études de cas qui permettent de comprendre la spécificité de ces nouvelles démarches. Il s'agit de mobiliser sous un angle différent le corpus déjà mobilisé, pour chercher non plus des traces de ce qui préexiste, mais plutôt des indices pour comprendre ce que ce champ va donner. Dès lors, l'examen de ces textes permet de mettre en évidence trois ensemble de questionnements qui dessinent des contours théoriques, méthodologiques et éthiques des géographies critiques et radicales : la nécessité d'un positionnement théorique renouvelé (1), un intérêt manifeste pour les démarches empiriques (2) et enfin une réflexion sur l'engagement qui repose sur une éthique universitaire renouvelée (3).

3.1 Un carrefour théorique fécond

¹⁸ Clin d'œil à l'introduction du numéro de la revue *Les carnets de géographes* (Morange, Calbérac, 2012).

Si l'histoire de la géographie occupe une place prépondérante dans ces textes – l'histoire vient alors légitimer la pertinence du champ nouvellement construit – elle invite aussi à renouveler en profondeur les cadres théoriques que la géographie francophone mobilise. En convoquant ainsi des fils d'origines variées, elle propose une palette diversifiée d'approches théoriques. L'histoire de la géographie est donc un préalable à l'élaboration théorique, même si – et c'est en cela que les géographies critiques et radicales s'inscrivent dans l'horizon du tournant culturel – la définition d'un cadre théorique strict est impossible. Le refus de tout métarécit s'applique aussi à ce courant qui, s'il revendique son appartenance à différents cadres théoriques ne peut pourtant ne s'appuyer que sur un seul. Mobiliser ainsi une histoire de la géographie, sans cesse recomposée selon les autorités convoquées permet de définir une communauté propice à recevoir les travaux ainsi élaborés. C'est une manière d'arrimer l'innovation disciplinaire à un corpus préexistant et qui est donc toujours déjà au travail. Bien plus, cela permet d'arrimer des approches par la finalité de ce que leur attelage produit, au-delà des différences théoriques et conceptuelles qui peuvent les opposer.

A la lecture de ces textes, il apparaît que la géographie francophone s'est toujours intéressée aux formes de domination et d'exploitation et d'affirmer que, pour étudier les inégalités et les formes multiples de domination, la géographie francophone était déjà bien outillée : les apports des géographies anglophones ne viennent que renforcer et vivifier un héritage toujours vivace. La figure d'Élisée Reclus est ainsi à nouveau mobilisée (à l'image de la journée d'étude de Lyon en 2012 dont le propos est explicitement rattaché à son œuvre), réactivant une nouvelle fois cette autorité que la géographie vidalienne a mise à distance, mais qui est régulièrement revenue sur le devant de la scène, dès lors que la géographie était mise en crise. Reclus a-t-il ainsi été régulièrement relu, dès les années 1970 dans le sillage de Roger Brunet qui fait de RECLUS un acronyme pour désigner le Groupe d'Intérêt Public qu'il crée à Montpellier (le Réseau d'Étude des Changements dans les Localisations et les Unités Spatiales), ou encore de la revue *Hérodote* (Giblin-Delvallet, 1971; « Hérodote », 1981), ou alors, dès les années 2000 au moment où la géographie francophone s'ouvre aux géographies critiques, comme le font Philippe Pelletier et Federico Ferretti (Ferretti, Pelletier, 2013; Lefort, Pelletier, 2013). Plus près de nous, c'est la longue tradition de la géographie sociale française, caractérisée par deux courants – l'un constitué à Lyon autour de Renée Rochefort (Rochefort, 1961; Vant, 1984), et l'autre dans différentes universités de l'Ouest, autour d'Armand Frémont, Jacques Chevalier, Robert Héryn ou Jean Renard (Frémont et al., 1984) – qui est ainsi ravivée, sans compter des emprunts extérieurs à la discipline : la prééminence de la pensée d'Henri Lefebvre (et plus largement de la philosophie des années 1960 et 1970) est convoquée pour fonder une réflexion sur la justice spatiale. Ainsi, au moment d'ouvrir la porte à de nouvelles approches, il convient de faire le point sur le patrimoine disciplinaire, ce qui permet de nuancer l'irruption de la *radical geography* en France : si de nouvelles approches théoriques sont proposées, ces thématiques, elles, sont déjà bien implantées. Les nouveaux cadres théoriques permettent à cet héritage de se développer sans transformer radicalement ses cadres. C'est aussi une manière de montrer que la géographie française n'est pas seulement importatrice de concepts, mais qu'elle peut aussi en exporter. C'est ce que suggère la réception d'Henri Lefebvre outre-Atlantique (Revol, 2012) ou encore Neil Smith qui rappelle lors du colloque de Marne-la-Vallée la dette qu'il doit à Yves Lacoste.

Ces analyses historiques permettent également d'expliquer la difficulté de nommer cette géographie et la diversité des termes retenus. Dans la mesure où sont reçues au même moment des courants divers et parfois opposés, qu'il s'agit d'associer, de combiner ou d'exclure, la diversité des désignations traduit le fait que ces approches sont toujours au travail et que, loin de construire une géographie figée, elles proposent des géographies sans cesse sur le métier. Alors que la désignation d'un champ disciplinaire permet habituellement de le figer dans une nomenclature, cette impossibilité à lui assigner à la fois un nom et un contenu stable atteste de l'inventivité de ce champ, en perpétuelle recombinaison pour étudier les objets qu'elle s'est donnés.

3.2 L'empirie au détriment de la théorie

Cette manière de botter en touche en convoquant différents champs de la géographie et en les combinant (sans forcément chercher à rendre les cadres théoriques commensurables) au gré des objets est aussi une manière habile d'échapper à des mises au point théoriques. La géographie francophone s'est longtemps distinguée par sa faible appétence pour la théorisation. La tradition de la géographie régionale fondée sur la pratique empirique du terrain (Calbérac, 2010) a ainsi enfermé la géographie dans un cadre propice à valoriser la démarche empirique au détriment de la théorie. C'est une différence d'ampleur avec la géographie anglophone soucieuse de théorisation.

Les géographies critiques et radicales entendent tenir à égalité les deux bouts de la chaîne, en proposant un travail théorique encore largement en chantier, mais en s'appuyant également sur une démarche empirique – l'étude de cas – qui a fait ses preuves. Cette ambition conduit ainsi à questionner la pratique même du terrain à l'aune d'une démarche critique rendue possible et nécessaire par les avancées fournies par le tournant culturel. C'est tout l'enjeu des approches réflexives du terrain qui se sont diffusées d'abord dans la géographie anglophone (depuis le champ des études féministes) (Nast, 1994; Driver, 2000) puis dans la géographie francophone (Volvey, 2003; Calbérac, 2010) au point d'en faire un levier pour une approche réflexive de la géographie et de la conduite de son projet (Volvey et al., 2012; Calbérac, 2021). Cette démarche réflexive permet justement d'allier un positionnement théorique approfondi avec une démarche empirique assumée. Le renouvellement théorique promu par les approches critiques et radicales permet donc aussi un renouvellement méthodologique, qui permet non seulement d'enrichir l'outillage disponible pour mener des recherches sur le terrain, mais surtout un fort investissement réflexif qui permet d'alimenter l'empirie par la théorie et la théorie par l'empirie.

3.2 Qu'est-ce qu'être géographe critique ?

Ces itérations entre empirie et théorie se doublent donc d'une réflexion sur la politique du terrain, c'est-à-dire la conduite de l'enquête. Cela ouvre une réflexion éthique dont l'émergence est partie prenante de l'arrivée des approches critiques, qui s'est d'abord manifestée dans la communauté anglophone, mais qui a trouvé sa place dans les questionnements portés par la communauté francophone (Collignon, 2010; Ghorra-Gobin, 2010; Lefort, 2010; Racine, 2010). L'éclosion de cette réflexion éthique coïncide donc logiquement avec l'émergence des géographies critiques et radicales. Un intérêt soutenu est donc porté sur les trajectoires professionnelles, sur l'enseignement et sur les multiples formes d'engagement mises en œuvre par les géographes. Dans le corpus étudié ici, ces réflexions sont portées par deux types d'acteurs. D'une part des géographes qui, à la faveur du colloque de Marne-la-Vallée, apportent un témoignage sur leur manière de concilier à la fois une démarche critique avec des obligations professionnelles : les témoignages de Don Mitchell et Neil Smith (Clerval et al., 2015) permettent de comprendre les spécificités du monde académique états-unien, et les différences avec ce qui se passe en France. L'engagement n'est pas mal perçu ; au contraire, on attend des universitaires un engagement en faveur des communautés. C'est ce que met en lumière d'autre part Camille Vergnaud qui dans *Les carnets de géographes* se demande ce que cela signifie d'être enseignant radical aux Etats-Unis (Vergnaud, 2012), questionnement qu'elle a poursuivi dans sa thèse de doctorat où elle compare les situations française et états-unienne (Vergnaud, 2018). Au cœur de la comparaison se trouve la neutralité axiologique, caractéristique de l'université française qui rompt avec la figure de l'intellectuel (Ory, Sirinelli, 1986), qui, dans la tradition française, est toujours extérieur à l'université (écrivain, journaliste, pamphlétaire...). Sa position périphérique lui donne la possibilité de porter une parole engagée, alors que les membres de l'université sont tenus à un principe de neutralité axiologique, peu compatible avec toutes formes d'engagement. Rien de tel outre-Atlantique : les universitaires s'engagent, forts de la légitimité que leur confère leur position institutionnelle.

Cela ouvre un champ nouveau pour la réflexivité, qui ne s'exerce plus seulement sur les objets ou les méthodes des géographes, mais également sur leur parcours et leur carrière, dans tous ses aspects (enseignement, recherche, administration, valorisation...). En effet, des modifications des règles de fonctionnement du champ universitaire français ont fait de cet examen réflexif une modalité de promotion professionnelle. Alors que c'était auparavant une activité de retraité – dans la veine des écrits de Raoul Blanchard, Maurice Le Lannou ou plus près de nous Paul Claval (Blanchard, 1963; Le Lannou, 1979; Claval, 1996) – la démarche réflexive autobiographique fait désormais partie des attendus du travail des universitaires, arrivés au mitan de leur carrière. Cet exercice réflexif a pris la forme de l'égo-géographie, terme très utilisé dans la communauté mais paradoxalement très peu défini (Calbérac, Volvey, 2014). Cette démarche nouvelle traduit pourtant une volonté collective de ne pas limiter l'évaluation par les pairs à la seule production scientifique, mais à évaluer aussi les autres facettes du métier, tout en considérant la cohérence d'ensemble du parcours par rapport à une réflexion éthique.

Conclusion

Au terme de ce chapitre apparaissent les spécificités des géographies critiques et radicales telles qu'elles sont mises en œuvre en France. Ce champ, encore largement au travail, joue le rôle de laboratoire d'innovations disciplinaires à la fois scientifique et politiques, dans un contexte d'échange et d'innovations rendues possibles par la circulation des idées à travers différentes communautés (linguistiques, disciplinaires, politiques...). Une nouvelle génération est à la manœuvre pour étendre ces réflexions : cette génération se démarque ainsi des précédentes pour imposer un questionnement renouvelé. Dans la note qu'il a consacrée en 2000 pour célébrer le trentième anniversaire de la géographie radicale, Richard Peet se demande quel pourrait être le futur de ce courant. Et il répond : « It should not mainly consist in finding still more French authors to quote¹⁹ » (Peet, 2000). Gageons que cette nouvelle génération de géographes francophones lui donne tort !

Bibliographie

ALTHUSSER L., BALIBAR É., ESTABLET R., 1965, *Lire « le Capital »...* Paris, F. Maspero, 405 p .

ANCEL J., 1938, *Géographie des frontières. Préface d'André Siegfried. 2e édition.* Paris, Gallimard.

BACQUE M.-H., BIEWENER C., 2013, *L'empowerment, une pratique émancipatrice.* Paris, La Découverte, 175 p p .

BAILLY A. S. (Éd.), 1984, *Les Concepts de la géographie humaine.* Paris New York Barcelone, Masson, 204 p .

BARNES T. J., SHEPPARD E. S. (Éd.), 2019, *Spatial histories of radical geography: North America and beyond.* Hoboken, NJ, Wiley.

BARTHES R., 1957, *Mythologies.* Paris, Le Seuil.

¹⁹ Il s'agit là d'une critique à peine voilée de la *French theory* et de ses prétendus excès théoriques.

- BESSE J.-M., CLERC P., ROBIC M.-C., FEUERHAHN W., ORAIN O., 2017, "Qu'est-ce que le « spatial turn » ?", *Revue d'histoire des sciences humaines*, N°30, 207-238.
- BLANCHARD R., 1963, *Je découvre l'université : Douai, Lille, Grenoble*. Paris, Fayard, 214 p p .
- BLIDON M., 2021, "La géographie féministe. S'appropriier un champ heuristique", 115-141 in: V. Clément, M. Stock, & A. Volvey (Éd.), *Mouvements de géographie. Une science sociale aux tournants*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- BRET B., 2016, *Pour une géographie du juste. Lire les territoires à la lumière de la philosophie morale de John Rawls*. Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest.
- BRET B., GERVAIS-LAMBONY P., HANCOCK C., LANDY F. (Éd.), 2010, *Justice et injustices spatiales*. Nanterre, Presses Universitaires de Paris Ouest, 315 p p .
- BRISSON T., 2018, *Décentrer l'Occident: les intellectuels postcoloniaux chinois, arabes et indiens et la critique de la modernité*. Paris, La Découverte, 280 p .
- BRUNEL S., 2004, *Le développement durable*. Paris, PUF, 128 p. p .
- BUTTNER A., 1971, *Society and milieu in the French geographic tradition*. Chicago, AAG, 226 p p .
- CALBERAC Y., 2007, "Terrain d'affrontement. La relecture d'une controverse scientifique (1902-1922)", in: G. Hugonie (Éd.), *Bulletin de l'Association de Géographes Français*.
- CALBERAC Y., 2010, *Terrains de géographes, géographes de terrain. Communauté et imaginaire disciplinaires au miroir des pratiques de terrain des géographes français du XX^e siècle*. Université Lumière Lyon 2, 392 p. et 400 p. p .
- CALBERAC Y., 2019, "'Can these words, commonly applied to the Anglo-Saxon social sciences, fit the French?' Circulation, Translation, and Reception of Radical Geography in the French Academic Context", 357-369 in: T. J. Barnes & E. Sheppard (Éd.), *Spatial Histories of Radical Geography*. Chichester, UK, John Wiley & Sons, Ltd. <http://doi.wiley.com/10.1002/9781119404781.ch14>
- CALBERAC Y., 2021, "Raviver le vif. Le terrain des géographes au prisme de la métaphore", 39-55 in: V. Clément, M. Stock, & A. Volvey (Éd.), *Mouvements de géographie. Une science sociale aux tournants*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- CALBERAC Y., BRET B., 2012, "Entretien Avec Bernard Bret", *Carnets de géographes*, N°4. <http://cdg.revues.org/979>
- CALBERAC Y., DELAGE A., 2010, "Introduction. L'approche spatiale comme moyen de compréhension et d'action sur les sociétés", *Tracés. Revue de Sciences humaines*, Vol.A quoi servent les sciences humaines ? II, N°A quoi sert la géographie ? L'approche spatiale comme moyen de compréhension et d'action sur les sociétés.
- CALBERAC Y., MORANGE M. (Éd.), 2012, "Géographies critiques", *Les carnets de géographes*, N°4.
- CALBERAC Y., VOLVEY A., 2014, "Introduction. J'égo-géographie...", *Géographie et cultures*, N°89-90, 5-32.

- CHAKRABARTY D., 2020, *Provincialiser l'Europe: la pensée postcoloniale et la différence historique* (O. Ruchet, N. Vieillescazes, & T. Brisson, Trad.).
- CHIVALLON C., RAGOUEZ P., SAMERS M. (Éd.), 1999, *Discours scientifiques et contextes culturels. Géographies françaises et britanniques à l'épreuve postmoderne*. Talence, MSHA, 330 p p .
- CLAVAL P., 1996, *La géographie comme genre de vie. Un itinéraire intellectuel*. Paris, L'Harmattan, 144 p. p .
- CLAVAL P., STASZAK J.-F., 2008, "Où en est la géographie culturelle? Introduction", *Annales de géographie*, Vol.n° 660-661, 3 à 7.
- CLERVAL A., FLEURY A., REBOTIER J., WEBER S. (Éd.), 2015, *Espace et rapports de domination*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- COLLIGNON B., 2001, "La géographie radicale à la recherche d'un nouveau souffle", in: J.-F. Staszak (Éd.), *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*. Paris, Belin.
- COLLIGNON B., 2010, "L'éthique et le terrain", *L'information géographique*, Vol.74, N°n°1, 63 à 83.
- COLLIGNON B., STASZAK J.-F., 2004, "Que faire de la géographie postmoderniste?", *L'espace géographique*, Vol.2004/1, 38 à 42.
- CUSSET F., 2003, *French theory. Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*. Paris, La Découverte, 367 p p .
- CUSSET F., 2006, *La décennie. Le grand cauchemar des années 1980*. Paris, La Découverte, 370 p p .
- CUSSET F., MEYRAN R., 2016, *La droitisation du monde: conversation avec Régis Meyran*. Paris, Textuel, 182 p .
- DE KONINCK R., 1984, "La géographie critique", 121-131 in: A. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine*. Paris, Masson.
- DEMANGEON A., 1923, *L'Empire britannique. Étude de géographie coloniale*. Paris, impr. Villain et Bar ; libr. Armand Colin, 103, boulevard Saint-Michel.
- DOSSE F., 1991, *Histoire du structuralisme. Tome 1: le champ du signe (1945-1966)*. Paris, La Découverte, 488 p. p .
- DOSSE F., 1992, *Histoire du structuralisme. Tome 2: le chant du cygne (1967 à nos jours)*. Paris, La Découverte, 587 p. p .
- DRIVER F., 2000, "Editorial: field-work in geography", *Transactions of the Institute of British geographers*, 267 et 268.
- DURAND-DASTES F., 2007, "Un envahisseur linguistique : l'Anglo-saxon", *Cybergeo : European Journal of Geography*. <http://journals.openedition.org/cybergeo/11933>
- FEBVRE L., 1922, *La Terre et l'évolution humaine. Introduction géographique à l'histoire*. Paris, La Renaissance du livre, 472 p p .
- FERRETTI F., PELLETIER P., 2013, "Sciences impériales et discours hétérodoxes : Élisée Reclus et le colonialisme français", *Espace géographique*, Vol.42, N°1, 1.

- FOUCAULT M., 1975, *Surveiller et punir : naissance de la prison*. Paris, Gallimard, 318 p .
- FREMONT A., CHEVALIER J., HERIN R., RENARD J., 1984, *Géographie sociale*. Paris, Masson, 387 p .
- GEORGE P., GUGLIELMO R., KAYSER B., LACOSTE Y., 1964, *La géographie active*. Paris, France, Presses universitaires de France, viii+394 p .
- GERVAIS-LAMBONY P. (Éd.), 2009, "Justice spatiale", *Annales de Géographie*, Vol.665-666, N°1-2.
- GHORRA-GOBIN C., 2010, "Introduction. Géographie et éthique, la convergence s'impose-t-elle en ce début de XXIe siècle ?", *Géographie et cultures*, Vol.74, 3 à 10.
- GIBLIN-DELVALLET B., 1971, *Elisée Reclus, géographe*. Université Paris 8, 249 p p .
- GINTRAC C., 2012, "Géographie critique, géographie radical : comment nommer la géographie engagée ?", *Les carnets de géographes*, Vol.4. <https://journals.openedition.org/cdg/1241>
- GINTRAC C., 2015, *Au seuil critique de la ville: trois groupes de géographie engagée*. France, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- GINTRAC C., 2017, "La fabrique de la géographie urbaine critique et radicale", *EchoGéo*, N°39. <https://echogeo.revues.org/14901>
- GINTRAC C., 2020, "Le foisonnement récent de la géographie critique en France", *Histoire de la recherche contemporaine. La revue du Comité pour l'histoire du CNRS*, N°Tome IX-n°1, 35-44.
- GINTRAC C., GIROUD M. (Éd.), 2014, *Villes contestées: pour une géographie critique de l'urbain*. Paris, les Prairies ordinaires, 399 p .
- HANCOCK C., HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., MAHOUDEAU A., 2019, "Pour en finir avec « Anglo-saxon » : lever un frein aux approches critiques en géographie",
- HARVEY D., 1990, *The Condition of Postmodernity*. Cambridge et Oxford, Blackwell, 378 p p .
- HARVEY D., 1992, "Social Justice, Postmodernism and the City", *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol.16, N°4, 588-601.
- HARVEY D., 2007a, "Réinventer la géographie, Reinventing Geography.", *Actuel Marx*, N°35, 15-39.
- HARVEY D., 2007b, "Le « Nouvel Impérialisme » : accumulation par expropriation", *Actuel Marx*, N°35, 71-90.
- HARVEY D., 2007c, "L'urbanisation du capital, The Urbanization of Capital.", *Actuel Marx*, N°35, 41-70.
- HARVEY D., 2010, *Le nouvel impérialisme* (J. Batou, Trad.). Paris, Les Prairies ordinaires.
- HARVEY D., 2012a, *Paris, capitale de la modernité* (M. Giroud, Trad.). Paris, Les Prairies ordinaires.
- HARVEY D., 2012b, *Pour lire « Le capital »* (N. Vieillescazes, Trad.). Montreuil, La Ville brûle.
- HARVEY D., 2014a, *Géographie et capital: vers un matérialisme historico-géographique* (T. Labica, Éd.). Paris, Syllepse.
- HARVEY D., 2014b, *Géographie de la domination* (N. Vieillescazes, Trad.).

- HARVEY D., 2014c, *Brève histoire du néolibéralisme* (F. Denord, Trad.). Paris, Les Prairies ordinaires.
- HARVEY D., 2015, *Villes rebelles: du droit à la ville à la révolution urbaine*. Paris.
- HARVEY D., 2020, *Les limites du capital*.
- « Hérodote », 1981, *Elisée Reclus : un géographe libertaire*, Vol.n°22.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., MILHAUD O., 2008, "Provincialism : does French geography matter ?"
- JACOB C., 2014, *Qu'est-ce qu'un lieu de savoir?* Marseille, OpenEdition Press, 122 p p .
<http://books.openedition.org/oep/423>
- KEUCHEYAN R., 2010, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*. Paris, La Découverte, 317 p p .
http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id_article=108
- KRICHEWSKI L., MILHAUD O., SCOT M., PETTINAROLI L., 2007, *Guide de l'étudiant européen en sciences sociales: sociologie, géographie, histoire*. Paris, Belin.
- LACOSTE Y., 1976, *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris, Maspéro, 187 p p .
- LACOSTE Y., 1979, "A bas Vidal... Viva Vidal !", *Hérodote*, N°n°16, 68 à 81.
- LE LANNOU M., 1979, *Un bleu de Bretagne. Souvenirs d'un fils d'instituteur de la III^e République*. Paris, Hachette Littérature, 176 p p .
- LEFEBVRE H., 1968, *Le Droit à la ville...* Paris, Editions Anthropos, 166 p .
- LEFORT I., 2010, "A quel prix la géographie est-elle soluble dans l'éthique ?", *Géographie et cultures*, Vol.74, 11 à 25.
- LEFORT I., PELLETIER P. (Éd.), 2013, *Élisée Reclus et nos géographies: textes et prétextes: textes du colloque de Lyon 2005*. Paris, Noir & rouge, 453 p .
- LEHMAN-FRISCH S., 2013, "Manuels ou anthologies ? Deux manières contrastées d'enseigner (et de penser) la géographie à l'université en France et aux États-Unis", *EchoGéo*, N°24.
<http://echogeo.revues.org/13481>
- LEVY J., 1994, *L'espace légitime. Sur la dimension géographique de la fonction politique*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 442 p p .
- LEVY J., 1999, *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le Monde*. Paris, Belin, 399 p p .
- LEVY J., LUSSAULT M. (Éd.), 2000, *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*. Paris, Belin, 352 p p .
- LEVY J., LUSSAULT M. (Éd.), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, 1033 p p .
- LUSSAULT M., 2000, "Actions !", in: J. Lévy & M. Lussault (Éd.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*. Paris, Belin.

- MANGEOT P., DUPART D., GINTRAC C., VIELLESCEZES N., 2012, "Marx and the city. Entretien avec David Harvey", *Vacarme*, Vol.2012/2, N°N°59, 218 à 249.
- MERRIFIELD A., 1995, "Situated Knowledge Through Exploration: Reflections on Bunge's Geographical Expeditions", *Antipode*, Vol.27, N°1, 49-70.
- MORANGE M., CALBERAC Y., 2012, "Géographies critiques « à la française »?" (Y. Calbérac & M. Morange, Éd.), *Carnets de géographes*, N°4. <http://cdg.revues.org/976>
- NAST H. J., 1994, "Women in the Field: Critical Feminist Methodologies and Theoretical Perspectives*: Opening Remarks on "Women in the Field"***", *The Professional Geographer*, Vol.46, N°1, 54-66.
- ORY P., SIRINELLI J.-F., 1986, *Les intellectuels en France. De l'Affaire Dreyfus à nos jours*. Paris, Armand Colin, 264 p p .
- PEET R., 1997, "The Cultural Production of Economic Forms", 37-46 in: R. Lee & J. Wills (Éd.), *Geographies of Economies*. London, Arnold.
- PEET R., 2000, "Celebrating Thirty Years of Radical Geography", *Environment and Planning A*, Vol.32, N°6, 951-953.
- PHILIPPONNEAU MI., 1960, *Géographie et action. Introduction à la géographie appliquée*. Paris, Armand Colin, 226 p p .
- PLIHON D., 2008, "L'altermondialisme, version moderne de l'anticapitalisme ?", *Actuel Marx*, Vol.n° 44, N°2, 31-40.
- RACINE J.-B., 2003, "Radical geography", in: J. Lévy & M. Lussault (Éd.), *Dictionnaire de la géographie et de l'éspace des sociétés*. Paris, Armand Colin.
- RACINE J.-B., 2010, "Géographie, éthique et valeurs", *Géographie et cultures*, N°74, 27-42.
- REVOL C., 2012, "Le succès de Lefebvre dans les urban studies anglo-saxonnes et les conditions de sa redécouverte en France", *L'Homme & la société*, N°185-186, 105-118.
- REYNAUD A., 1981, *Société, espace et justice. Inégalités régionales et justice socio-spatiale*. Paris, PUF, 263 p .
- ROCHFORT R., 1961, *Travail et travailleurs en Sicile. Etude de géographie sociale*. Paris, PUF, 363 p . p .
- SOJA E. W., 1989, *Postmodern Geographies. The reassertion of Space in Critical Social Theory*. Londres, New York, Verso, 266 p p .
- SOJA E. W., 2009, "Taking space personally", in: B. Warf & S. Arias (Éd.), *The Spatial Turn. Interdisciplinary Perspectives*. Londres, Routledge.
- STASZAK J.-F. (Éd.), 2001, *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*. Paris, Belin, 313 p p .
- VANT A., 1984, "La géographie sociale lyonnaise en perspective", *Revue de géographie de Lyon*, Vol.59, N°3, 131-146.

- VERGNAUD C., 2012, "Qu'est-ce que cela signifie être enseignant-chercheur « critique » ?", *Carnets de géographes*, N°4. <http://cdg.revues.org/992>
- VERGNAUD C., 2018, *Universités et universitaires en leurs territoires : quelles implications pour quelles missions ? Étude comparée des cas de Syracuse University et de l'université Paris Nanterre*. Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 630 p .
- VIDAL DE LA BLACHE P., 1918, *La France de l'Est*. Paris, Armand Colin, 280 p p .
- VIDAL DE LA BLACHE P., 1922, *Principes de géographie humaine*. Paris, Armand Colin, 327 p p .
- VOLVEY A., 2003, "Terrain", 1034 p in: J. Lévy & M. Lussault (Éd.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin.
- VOLVEY A., CALBERAC Y., HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 2012, "Terrains de je. (Du) sujet (au) géographique", *Annales de géographie*, N°n°687-688, 441 à 461.
- VOLVEY A., STOCK M., CALBERAC Y., 2021, "Spatial turn, tournant spatial, tournant géographique", 21-38 in: V. Clément, M. Stock, & A. Volvey (Éd.), *Mouvements de géographie. Une science sociale aux tournants*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- WEBER S., 2012, "Traduire et lire Harvey : la pensée géographique par la brèche", *EchoGéo*, N°22. <http://echogeo.revues.org/13284>